

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Ca-bouge-dans-le-Reseau-Quelques-moments-forts-45716>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez

vous > Revue "Sortir du nucléaire" > Sortir du nucléaire n°67 > **Ça bouge dans le Réseau ! Quelques moments forts sur le terrain**

31 décembre 2015

Ça bouge dans le Réseau ! Quelques moments forts sur le terrain

Impossible de parler de tout, mais voici en bref, quelques temps forts passés ou à venir, en complément des actions mises en lumière dans les autres pages de cette revue. Pour alimenter cette rubrique, merci d'écrire par e-mails à Mélisande Seyzériat, coordinatrice nationale des groupes et actions.

Contact : mobilisations@sortirdunucleaire.fr



Retour sur le camp antinucléaire à Bure

Du 1er au 10 août avait lieu en Meuse un camp antinucléaire, anti-autoritaire et anticapitaliste, appelé VMC. Organisé par plusieurs dizaines de personnes des quatre coins du pays, il a eu lieu sur un terrain proche du laboratoire de l'Andra, à l'ancienne gare de Luméville-en-Ornois (à 5 km de Bure) où passeront les convois de déchets si le site de stockage CIGÉO est mis en service. Le campement a réuni jusqu'à 700 personnes, cette effervescence a permis de produire de nombreuses actions, projections, ateliers, débats traitant de divers thèmes, du système de répression à la lutte sur les déchets, en passant par la question du sexisme...



Les deux premiers jours étaient consacrés au montage du camp, avec la mise en place des structures (chapiteau, cantine, toilettes sèches...) Puis le lundi était dédié à la lutte locale contre CIGÉO. Une assemblée générale a eu lieu sous le grand chapiteau pour présenter le collectif VMC et ses différentes commissions. La parole était donnée aux associations de la région, regroupées au sein du collectif BureStop. Quelques contrôles et visites impromptues de la part des gendarmes ont rappelé le fait que le rassemblement était sous étroite surveillance. En effet, au lancement du camp, les médias nationaux et locaux se sont fait l'écho de la possibilité d'une nouvelle ZAD (Zone à Défendre) en train de prendre pied à Bure, insistant lourdement sur les potentialités de débordements. Ce que le collectif VMC a démenti avec constance. Le lieu se prêtant à tout sauf à une future ZAD...

Le soir, près de 300 personnes se sont lancées dans une marche nocturne, équipées de flambeaux et de feux d'artifices jusqu'à la forêt de Mandres, cédée il y a peu par le conseil municipal à l'Andra...

Les jours suivants ont eu lieu de nombreux débats autour des luttes contre les projets inutiles et

imposés. Ce rendez-vous était aussi l'occasion de discuter des enjeux de la COP 21, les actions à venir, les solutions possibles en remède au dérèglement climatique, dans les domaines de l'agriculture, de l'énergie mais aussi de l'attitude à adopter face à la répression. Des ateliers d'autodéfense juridique et numérique ont pris également place pour permettre à chacun-e d'avoir ces moyens de protection dans un monde ultra-sécuritaire.



Affiche de la Radio_Active, qui émettait sur 88.00 FM. Un agriculteur nous a confié qu'il l'écoutait dans son tracteur, mais que c'était dommage que la radio n'émette plus lorsqu'il passait derrière la butte !

Le jeudi, un apéritif était organisé à Bonnet, suivi d'une discussion sur l'avenir des terres agricoles autour du laboratoire de l'Andra, de la façon dont l'agence s'approprie toutes les terres autour du lieu d'enfouissement. Des agriculteurs de Notre-Dame-des-Landes ont pu échanger avec des agriculteurs meusiens et haut-marnais sur l'accaparement des terres agricoles lors de grands projets inutiles et imposés (GP11), ces échanges ont été diffusés sur la radio libre, la radio "pirate" qui a émis tout le temps du camp.



Le vendredi, un accident nucléaire était simulé dans la ville de Void-Vacon, un camion de composés d'uranium de la plateforme LMC d'Areva aurait renversé son chargement en plein centre ville, entre Bure et Nancy. La mairie a rapidement communiqué via son site web sur "l'incident de transport dangereux et les risques de pollution", demandant à la population de ne pas paniquer ! Il s'agissait bien évidemment d'un canular, la préfecture a dû rédiger un démenti ! Cela a permis de montrer aux habitants qu'avec ces transports radioactifs, le danger est partout, tout le temps.



Petit moment de magie avec ce magnifique arc-en-ciel sur le camp !

Le samedi, un débat autour des "stratégies et perspectives de la lutte contre CIGÉO" prenait place sous le second chapiteau en vue de coordonner les actions futures contre ce projet de poubelle nucléaire. Les militant-e-s en lutte localement ont conclu la discussion en remerciant chaleureusement les organisateurs/trices et les participant-e-s du camp VMC, expliquant que cela les avait bien "reboosté-e-s" et qu'une nouvelle dynamique allait s'installer à Bure.

Assemblée de clôture du camp antinucléaire à Bure.

Les deux derniers jours, le camp s'animait pour l'assemblée de clôture et le démontage du camp. Mais ce camp n'était que le début de quelque chose, et déjà les militant-e-s présent-e-s lors de ce moment ont pu se retrouver en septembre à Bure pour poursuivre la lutte, mais aussi pour continuer la rénovation de la gare de Luméville et renforcer le combat contre CIGÉO sur le territoire meusien.

6 au 9 août : 70 ans de Hiroshima-Nagasaki

Cette année, nous nous retrouvons dans plusieurs villes de France pour commémorer les 70 ans des catastrophes de Hiroshima et Nagasaki et refuser ensemble la bombe atomique.



À Paris, environ 80 jeûneurs se sont mobilisés pour quatre jours de commémoration sur la place de la République, où les cérémonies se sont déroulées à l'heure des explosions. Au programme, des lectures de textes des survivant-e-s, de la danse japonaise accompagnée de musique traditionnelle, ainsi que des discours. Un stand d'information a aussi été installé durant ces quatre jours.



Pour ces 70 ans, un "alter-JT" a aussi été mis en place pour faire ce que l'on appelle de l'auto-média, et pouvoir diffuser notre discours par des canaux alternatifs. Des actions de désobéissance civile ont aussi ponctué cette mobilisation. Un groupe d'activistes a notamment bloqué l'entrée du ministère des finances à l'aide d'armlocks [\[1\]](#) pour refuser que l'argent de nos impôts finance la bombe atomique. Une action très impressionnante, car en plus des armlocks, les activistes ont été aspergés de faux sang pour symboliser le crime nucléaire.





À l'occasion de ces 70 ans, nous avons lancé une action-phare à mettre en œuvre partout en France pour dénoncer les financeurs de la bombe atomique : il s'agissait de stigmatiser les banques complices du financement de l'arsenal nucléaire ainsi que les centres des impôts à l'aide d'autocollants "Cet établissement finance l'arme nucléaire" et de tracts explicatifs. À Paris, de nombreuses banques ont été ciblées lors des diverses "promenades militantes", ainsi que dans plusieurs villes françaises. À Gramat (Lot), les commémorations ont été un grand succès grâce à la qualité des animations proposées et des débats qui s'y sont tenus. Pour l'occasion, le film "Le voyage" était diffusé en plusieurs chapitres, car il dure au total 14 heures. En moyenne, une quarantaine de personnes ont assisté à chaque projection.

Les débats fructueux et dynamiques ouverts après chaque module ont permis d'aborder une réflexion, tant sur le film, sur la forme cinématographique très originale adoptée par Peter Watkins, sur le rôle des médias et de la communication, que sur la lutte antinucléaire. De nombreux témoignages ont enrichi les discussions, en particulier sur l'armement nucléaire avec des témoins des essais nucléaires français dans le Pacifique. Militantes et festives, ces Journées ont été un grand moment de convivialité et d'échange.

À Saintes (17), deux cérémonies se sont déroulées le 6 et le 9 août, avec des moments de recueillement et des prises de parole sur les conséquences des explosions nucléaires. Des élu-e-s étaient aussi présent-e-s aux côtés des militant-e-s pour les soutenir dans leur mobilisation.

À Dijon (21), un jeûne a été observé pendant 4 jours, avec de nombreuses animations et un passage devant le centre du CEA à Vaduc, où sont fabriquées et modernisées les bombes atomiques. Une occasion pour le groupe "Sortir du nucléaire Côté d'Or" de réclamer davantage de prévention sanitaire sur la zone, très contaminée au tritium. Au Barp (33), à côté du laser Mégajoule, où la France réalise des essais nucléaires en laboratoire pour mettre au point de nouvelles bombes nucléaires, diverses actions ont été organisées, distribution de tracts sur les marchés, minutes de silence, prises de parole. Une partie des militant-e-s présent-e-s a aussi observé un jeûne. Nous étions aussi en lien avec différents groupes au niveau international, au total 150 personnes ont jeûné pendant ces quatre jours, à Büchel (Allemagne), à Burghfield (Royaume-Uni), mais aussi en Californie.



26 et 27 septembre : première grande mobilisation avant la COP 21



Concert de musique japonaise devant le stand de Sortir du nucléaire Paris

Les 26 et 27 septembre avait lieu partout en France un week-end de mobilisation pour le climat et les alternatives. Le nucléaire étant de plus en plus présent dans le débat public au fur et à mesure que se rapproche la COP 21, nous avons appelé tous les groupes du Réseau à participer à ces événements, afin de rappeler que le nucléaire ne sauvera pas le climat.

En effet, EDF sera sponsor de la COP 21, et tentera encore de vendre ses centrales comme solution face au dérèglement climatique. Ainsi, l'entreprise multiplie les publicités vantant son électricité "bas carbone", voire sans CO2 !

Des stands ont donc vu le jour sur de nombreux villages des alternatives. À Paris, le groupe "Sortir du nucléaire Paris" s'est largement mobilisé tout le week-end afin d'apporter aux 60 000 visiteurs d'Alternatiba Île-de-France un discours concret sur la sortie du nucléaire et sur les alternatives. Le samedi après-midi, a été accueilli sous les applaudissements le Tour Alternatiba qui venait de parcourir plus de 5000 km pendant l'été, en passant notamment devant les centrales nucléaires de Saint Laurent-des-Eaux et de Fessenheim. Puis un concert a eu lieu sur la Place de la République avec notamment Sinsémilia, HK et les Saltimbanks. Le dimanche, on pouvait déambuler de stand en stand pour parler éoliennes ou végétarisme !

Le groupe Sortir du nucléaire 38 participait aux quartiers Énergie et Grands Projets Inutiles à Alternatiba Grenoble, le stand était animé par des débats, et un sketch ! Une occasion de rappeler que nombre des réacteurs français ont dépassé leur durée de vie initiale, et qu'il faudrait les fermer au lieu de les rafistoler.

À Rouen, le groupe Stop EPR, ni à Penly ni ailleurs était présent sur l'espace énergie, pour dénoncer les fiasco de l'EPR de Flamanville. Le film de Alain de Halleux "RAS : nucléaire, rien à déclarer" était projeté, suivi d'un débat avec la salle. Et en parlant de la lutte contre l'EPR, n'oubliez pas de noter dans vos agendas que le week-end des 1 et 2 octobre 2016, nous serons TOUTES et TOUS à

Flamanville lors d'un grand rassemblement organisé par le Collectif Antinucléaire Ouest.

Quant aux mobilisations pour la COP 21, les prochains gros temps forts juste avant le sommet du climat de Paris auront lieu les 28 et 29 novembre avec des marches pour le climat dans les grandes villes françaises. Des dizaines de milliers de personnes sont attendues. À Paris, un bloc antinucléaire international s'organise pour marcher ensemble le dimanche 29.

Puis le 12 décembre à Paris, au lendemain de la COP, nous resterons mobilisé-e-s, pour avoir le dernier mot lors d'une grande journée d'actions.

Plus d'infos sur notre site Internet : <https://www.sortirdunucleaire.org/nucleaire-climat>

Une haletante chasse au CASTOR



Photo d'un wagon CASTOR du convoi Sellafiel - Bâle prise à la caméra thermique. Malgré le blindage des "colis" radioactifs, la caméra détecte bien un dégagement thermique. Par ailleurs, un cheminot ou un policier stationnant 30 minutes au contact d'un wagon CASTOR reçoit l'équivalent de la dose annuelle autorisée !

Le 14 septembre dernier arrivait au port de Cherbourg un bateau chargé de déchets nucléaires vitrifiés suisses venant de Sellafiel (équivalent au Royaume-Uni de l'usine Areva de La Hague). Ce transport était le premier retour de déchets suisses que le pays doit récupérer. En effet, la Suisse n'ayant pas d'usine de "retraitement" des déchets, une partie du combustible irradié sortant de ses centrales a été traitée à Sellafiel. Mais la législation en la matière impose au pays de récupérer ses déchets ; ainsi, on multiplie les transports dangereux. Par exemple, l'activité totale de ce convoi CASTOR (sigle anglais pour CASK for STORage and transport of radioactive material) était de 1150

millions de milliards de becquerels ! Il s'agit des déchets les plus nocifs, dont l'industrie nucléaire ne sait que faire.

Afin de suivre ce convoi, nous sommes remontés dans les archives des derniers transports similaires, afin d'étudier les différents trajets possibles et d'en informer les groupes antinucléaires des départements traversés, pour qu'ils se mobilisent. Des rassemblements ont donc eu lieu au départ, au port de Cherbourg, avec un point presse, puis en gare de Rouen, Amiens, Strasbourg et Colmar, pour dénoncer ce convoi.

Les vigies sont aussi très importantes pour le suivi de ces convois, car il est impossible d'obtenir des informations sur ces transports de la part des autorités compétentes, et pour pouvoir les dénoncer, il faut savoir où ils passent, à quelle fréquence, et si la réglementation est respectée.

C'est ainsi qu'une vingtaine de vigies ont pris place tout au long du trajet, que le train passe en pleine journée ou en pleine nuit ! Et il en a fallu de la patience à ces vigies, car le train qui partait le mercredi matin de Valognes à 2h40 devait mettre entre 15 et 20 heures à rejoindre Bâle, et aura mis en réalité plus de deux jours ! Nous avons cru l'avoir perdu à deux reprises, mais c'est le mauvais temps qui l'avait retardé (une tempête a eu lieu en Lorraine au moment où le train devait passer). On peut se réjouir du fait qu'il n'y ait pas eu d'incident majeur à déplorer à cause des intempéries, mais on se demande bien où exactement a été stocké le convoi pendant ses longues heures d'attente, et si les autorités étaient au courant qu'un train de déchets radioactifs stationnait sur leur commune. Car si les citoyens ne sont pas informés, les maires des communes traversées non plus ! Ainsi, des militants antinucléaires d'Amiens ont décidé d'interpeller leurs élus sur ces transports.

Pendant tout le temps du convoi, une "cellule de vigilance" est restée en alerte au Réseau "Sortir du nucléaire" afin d'assurer le suivi, presque minute par minute, en faisant le lien avec les vigies, les militant-e-s et les médias, et en alimentant notre site web avec les informations et les images qui nous parvenaient. Un fil Twitter avait aussi été mis en place pour cette occasion, ce qui nous a d'ailleurs permis de retrouver le convoi en Alsace, peu avant le passage de la frontière suisse. Une personne nous a en effet interpellé via Twitter pour nous demander, photo à l'appui, si le train qu'elle avait vu était bien le CASTOR recherché ! Bingo !



Le suivi de ce convoi a permis de créer une belle dynamique entre différents groupes et militant-e-s qui n'ont pas forcément l'habitude de travailler ensemble, n'étant pas sur le même territoire. Un grand merci à tou-te-s pour ce beau travail en équipe, car les retombées médiatiques ont été très importantes, aussi bien dans les grands médias nationaux que dans les journaux locaux. Une mobilisation "en réseau" comme on les aime !



Si vous souhaitez vous aussi agir contre les transports, n'hésitez pas à nous contacter pour être inscrit-e sur notre liste de diffusion [rezo-transports]. Si vous appartenez à un groupe, nous pouvons aussi délivrer des formations spécifiques sur ces transports : comment les reconnaître ? Comment agir ? Comment informer ? Alors, n'hésitez pas à nous contacter !

Mélisande Seyzéiat

Contact : mobilisations@sortirdunucleaire.fr

Notes

[1] Tubes en PVC qui relient les bras des militants, attachés à l'intérieur par un cadenas. Cela permet de limiter et ralentir l'intervention des forces de l'ordre, qui ne peuvent disperser les militants qu'en sciant les tubes.